

Au cours des années 80, dans un effort de diversification économique, le gouvernement décida de se doter de deux mécanismes de soutien financier à la production audiovisuelle. Il y a d'une part le Fonds de soutien à la production audiovisuelle (Fonspa), créé en 1990 et restructuré en 1999. Il gère les mécanismes d'aide à l'industrie audiovisuelle nationale, s'occupe de la promotion du secteur, met en place des accords de coproduction transnationale, établit des certificats de nationalité des oeuvres et élabore des statistiques relatives au secteur. Le Fonspa décide surtout de l'attribution des aides financières sélectives destinées à stimuler l'essor du secteur de la production audiovisuelle nationale. Ces aides peuvent être accordées aux producteurs sous forme d'une avance sur recettes et peuvent prendre la forme d'aides à l'écriture et au développement de scénarios, d'aides à la production ou à la coproduction et d'aides à la distribution d'oeuvres cinématographiques ou audiovisuelles. C'est également le Fonspa qui gère les certificats d'investissement audiovisuel (Ciav), qui ont été instaurés en 1988 et qui permettent aux producteurs de récupérer une partie des coûts de production déboursés sur le territoire luxembourgeois lors d'une production.

films comme "Le club des chômeurs" et "La Revanche" ont beau déplacer les foules au Grand-Duché, ils ne parviennent pas à s'exporter. Et les quelques exemples de productions en luxembourgeois qui ont réussi à trouver un écho en dehors du Grand-Duché comme "Schacko Klak" ou "Hochzäitsnuecht" datent de plus de dix ans déjà.

L'idée initiale au début des années 90 avait donc été d'implanter une industrie cinématographique dans un pays

sans tradition cinématographique et de créer par ce biais un cinéma national, tout en dynamisant l'économie grâce à des coproductions avec l'étranger. Cette construction artificielle a certes porté ses fruits: des sociétés luxembourgeoises comme Samsa ont pu se développer et ont guidé de jeunes cinéastes comme Geneviève Mersch ou Dan Wiroth, des co-productions ont connu un succès international. Cependant l'industrie n'a jamais

commencé à se développer de façon organique et à se dispenser du soutien de l'Etat. Un soutien qui ne saurait être tenu pour acquis, compte tenu de la situation économique générale.

Apport économique et artistique

La seule solution aux deux problèmes, celui de la survie du secteur et celui de la visibilité du Luxembourg, serait de donner au Luxembourg un plus grand poids financier, qui ne dépendrait cette fois pas de l'Etat. Avec l'Ulpa, François Biltgen vise pour l'instant à créer une troisième assise financière, celle des Sicars. Ces fonds d'investissement permettraient à des personnes privées d'investir dans le cinéma. En renforçant ainsi sa position en tant que coproducteur, le Luxembourg pourrait également avoir un plus grand apport artistique. Dans "Paper Jam", François Biltgen affirme que les films luxembourgeois continueront à avoir besoin de coproducteurs étrangers: "Néanmoins, nous ne pouvons financer les productions à 100 pour cent. Pour ce faire, nos budgets devraient être au moins quadruplés." Voilà pourquoi producteurs et responsables politiques évoquent fréquemment l'idée d'un "film européen", qui pourrait traiter des sujets luxembourgeois sans cesser d'être intelligible pour des spectateurs et spectatri-

ces au-delà de Longlaville. Pourtant cette volonté de vouloir parler au plus grand nombre ne pourra qu'aller de pair avec une perte d'identité. Peu de réalisateur-trice-s et de scénaristes semblent pour l'instant croire qu'il est possible d'enraciner une histoire dans un contexte géographique tout en parvenant à intéresser le public international - une question que d'autres pays ne se posent même pas.

Pour ne pas devoir faire une croix sur l'idée d'un cinéma luxembourgeois, l'Ulpa réclame un système de discrimination positive en ce qui

concerne les aides directes, les Ciav. Cela leur permettrait de réaliser également des projets pour lesquels il ne se trouve pas de coproducteur étranger. François Biltgen craint pourtant que trop de favoritisme alerterait la Commission européenne qui finirait par remettre en question le système dans sa totalité. Pour l'instant, le problème se situe au moins autant au niveau de la qualité des scénarios luxembourgeois qu'au niveau du financement. "Je vais le formuler ainsi: Ces dix dernières années, le Fonspa n'a pas rejeté un film qui aurait dû être fait", dit Claude Warin-

go. Une tradition cinématographique ne s'installe visiblement pas en une dizaine d'années. Claude Waringo et François Biltgen sont d'accord sur un point: "Il ne faut pas rêver d'Hollywood en miniature." Le risque serait que l'industrie cinématographique luxembourgeoise ne connaisse le même sort que Thierry Van Werveke et Cie avec leur FC Luxembourg: dès que quelqu'un ouvre plus grand les poches, les talents achetés plient bagage.

Claudine Muno



The director strikes back: Andy Bausch avec Fernand Fox sur le set de "La Revanche".

(photo: PTD)

INTERVIEW

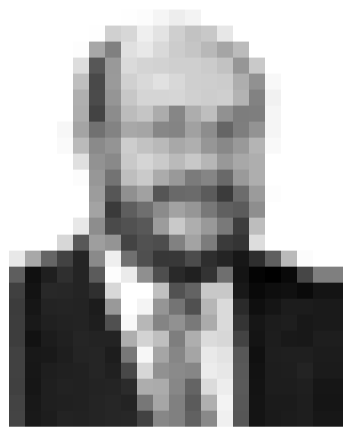
"Kee Kachkéiskino"

Entre la nouvelle donne financière et l'ambition de soutenir un cinéma national, François Biltgen, ministre des affaires culturelles, doit redéfinir la place de l'industrie cinématographique luxembourgeoise.

woux: Dans son budget annuel de 2004, le Fonds national de soutien à la production audiovisuelle (Fonspa) a vu son enveloppe réduite de 500.000 €. Est-ce que la situation économique difficile menace la survie de l'industrie cinématographique luxembourgeoise?

François Biltgen: Cette industrie a deux assises financières. D'abord les aides directes, qui sont des aides financières sélectives. L'année dernière les coupes budgétaires générales ont fait que la dotation n'est plus que de quatre millions, mais aucun projet n'est en danger puisqu'il s'agit d'un fonds pluriannuel. Ces aides directes ont avant tout pour vocation de soutenir des productions luxembourgeoises. L'autre assise est celle des certificats d'investissement audiovisuel (Ciav). C'est celle qui apporte le plus d'argent et qui n'a pas connu de coupe budgétaire, bien que nous ayons pris soin d'introduire certains plafonds. Des films à gros budget ne doivent pas tout dévorer.

Depuis le 1er janvier 2004, la Belgique dispose également des Ciav. Cette évolution inquiète les producteurs luxembourgeois, qui craignent que certaines productions vont préférer



François Biltgen, ministre des affaires culturelles

la Belgique au Luxembourg. Mesurez-vous déjà des répercussions de cette évolution?

Nous ne voulons pas entrer en compétition avec la Belgique. Notre but n'est pas de faire venir "Jenni a Menni" au Luxembourg pour tourner des films. "La femme de Gilles" est l'exemple-même d'une bonne collaboration belgo-luxembourgeoise et il faut essayer de continuer dans cette voie.

Est-ce que vous allez réagir pour rehausser l'attractivité du site Luxembourg, maintenant qu'il n'a plus le monopole des avantages financiers?

Fin octobre, nous avons une réunion avec l'Ulpa pour notamment discuter d'une

troisième assise financière, à travers des investisseurs privés. Jusqu'à aujourd'hui, les banques n'ont pas accepté de jouer le jeu. Mais l'Ulpa vient de lancer un nouveau mouvement, en demandant que la loi sur les *Sicar qui vient d'être votée puisse être étendue au secteur cinématographique. Cela pourrait peut-être aussi RTL.

Qu'en est-il de la proposition de l'Ulpa d'introduire un régime de préférence pour les productions luxembourgeoises en ce qui concerne les aides directes?

Nous devons faire très attention afin de ne pas trop renforcer l'élément luxembourgeois dans le cadre des Ciav, sinon nous allons nous retrouver dans le collimateur de la Commission européenne, qui va remettre en question le système dans sa totalité. Ce que nous pouvons faire en revanche, c'est justement agrandir notre apport financier à travers les Sicar. Si le co-producteur apporte plus de fonds, il a un plus grand pouvoir de décision, aussi au niveau artistique.

Qu'en est-il du cinéma luxembourgeois à proprement parler, qui était quasiment inexistant avant les années 80? Est-ce qu'il a un avenir ou même une raison d'être?

Je le dis clairement: d'une part nous n'avons aucune intention d'installer un Hollywood en miniature sur l'Alzette. Mais d'autre part, je pense que nous ne devrions pas uniquement nous mettre à faire des films "Kachkéis-Bouneschlupp", au risque de tomber dans le provincialisme. Nous voulons plus de films luxembourgeois. Un film luxembourgeois ne doit pas nécessairement être en langue luxembourgeoise. L'histoire de "La femme de Gilles" par exemple pourrait aussi bien se dérouler au Luxembourg qu'en France ou en Belgique. Il faudrait plutôt essayer de faire des films certes luxembourgeois, mais qui pourraient également éveiller un intérêt international. Je suis d'ailleurs très curieux de voir si "La Revanche" d'Andy Bausch va réussir à s'exporter. Il est bien plus "multi-kulti" que le "Club des chômeurs", qui a été un formidable succès pour un film luxembourgeois en luxembourgeois. Ce qui nous fait défaut avant tout, ce sont de bons scénarios, qui racontent des histoires fortes et universelles.

Est-ce que l'industrie cinématographique luxembourgeoise n'est pas une construction artificielle, qui va s'écrouler lorsque l'Etat ne sera plus en mesure de la soutenir financièrement?

Une chose est sûre: Sans soutien étatique, nous n'aurons pas d'industrie cinématographique luxembourgeoise. Ce qui est d'ailleurs le cas pour tous les pays euro-

péens, sans exception! Lorsque Jacques Santer a mis en œuvre la création de ce secteur, il voulait essayer de donner au Luxembourg une autre image que celle d'une tirelire. Pourtant il ne faut pas oublier qu'aujourd'hui ce secteur crée des emplois permanents pour un certain nombre de personnes, ce qui n'est pas évident dans le domaine de la culture au Luxembourg. Nous ne voulons pas essayer de viser trop haut, mais plutôt consolider nos acquis. Bien sûr, nous ne pourrions jamais produire des blockbusters, mais nous pouvons essayer d'accompagner dans son évolution un réalisateur qui mettra ensuite en scène des blockbusters dans un autre pays par exemple. L'important est de donner aux gens la possibilité de faire leurs premiers pas ici, s'ils en ont l'envie. Dans le domaine culturel, il fallait, dans le passé, s'expatrier assez rapidement pour pouvoir vivre de son travail. Un réalisateur comme Daniel Wiroth, ou avant lui Geneviève Mersch et d'autres, a fait ses preuves par des courts-métrages et nous voudrions pouvoir lui donner la possibilité de réaliser des "longs". Il est encourageant de voir qu'une société comme Samsa par exemple est en train de se constituer un réseau de gens qui aiment travailler au Luxembourg et qui continueront, je l'espère, de tourner leurs films ici, même si la donne économique change.

Interview: Claudine Muno

*Sicar: Société d'Investissement à Capital à Risque